

	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Bourg de Péage
SIRET/SIREN
212600571
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Rue du Docteur Eynard – BP43 – 26300 Bourg de Péage 04 75 72 74 31 urbanisme@mairiebdp.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Nathalie NIESON Maire de Bourg de Péage
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Jean-Baptiste FERACCI Directeur de l'urbanisme

Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Rue du Docteur Eynard – BP43 – 26300 Bourg de Péage 04 75 72 74 39 jbferacci@mairiebdp.fr
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
PLU de la commune de Bourg de Péage
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Approuvé le 08/04/2013, modifié le 11/04/2016 et le 21/06/2021, engagement d'une révision allégée par délibération du 30/01/2023
Site pour consulter le document : PLU – Plan Local d'Urbanisme :: Ville de Bourg de Péage (bourgdepeage.com)
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Bourg de Péage
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Le projet de modification concerne tout le territoire communal

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Région Auvergne Rhône Alpes
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCOT du Grand Rovaltain approuvé le 25/10/2016
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SAGE Bassin Bas Dauphine Plaine de Valence

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

Sans Objet

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Sans Objet

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la date de l'actualisation

Sans Objet

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Sans Objet

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☒ Oui

☐ Non

Le PLU a fait l'objet d'une modification simplifiée et d'une modification de droit commun sans réalisation d'évaluation environnementale.

Le PLU initial n'était pas soumis à évaluation environnementale. Par conséquent aucune actualisation n'a été entreprise.

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

Les procédures engagées :

- Modification simplifiée approuvée le 11 avril 2016 – La modification a eu pour objet des modifications du règlement écrit (implantations par rapport aux limites de certaines zones, aspects extérieurs, conditions de stationnements, etc.) – La suppression d'un emplacement réservé
- Modification de droit commun approuvée le 21 juin 2021 – La modification a eu pour objet le changement d'une zone à vocation d'activité en tissu urbain pavillonnaire en une zone à vocation d'habitat, dans respect des orientations du PADD, avec instauration d'une orientation d'aménagement, la suppression d'un emplacement réservé en zone d'activités et des modifications du règlement pour garantir une meilleure densité et l'intégration des constructions.
- Révision allégée engagée par délibération du 30 janvier 2023 afin de lever partiellement l'inscrutabilité limitée aux abords de l'autoroute A49 et de la RD 538. Cette procédure est menée conjointement à la présente modification et a fait l'objet d'une saisine au cas par cas auprès de la MRAE en date du 04 février 2023.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine				
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique				
Modification de droit commun				
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU				
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)				
9 977				
4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	1371			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	392,5	28,63 %	392,5	28,63 %
zones 1 AU	40	2,92 %	40	2,92 %
zones 2 AU	94	6,86 %	94	6,86 %
zones A	763	55,65 %	763	55,65 %
zones N	81,5	5,94 %	81,5	5,94 %
Total	1371	100 %	1371	100 %
4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).				
<p>Le PADD du PLU ne prévoit aucun objectif quantitatif.</p> <p>Toutefois, il identifie clairement les fronts urbains, les zones de développement d'activités et d'habitat et les objectifs de mixité.</p> <p>Le projet objet de la demande ne modifie aucun zonage par rapport au PLU en vigueur. Seules les précédentes Stecal à vocation d'habitat en zone A et N sont supprimées afin de déterminer de façon générale les conditions de développement des habitations existantes en zone A et N.</p>				
4.3 Caractéristiques de la procédure				
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure				
<p>La procédure est engagée afin d'adapter le règlement du PLU aux évolutions réglementaires liées aux stationnements des véhicules motorisés et des vélos dans les projets neufs, ainsi qu'aux évolutions liées aux règles applicables en zone agricole et en zone naturelle, permettre la réalisation d'opérations d'habitat qui répondent aux enjeux de densification du schéma de cohérence territoriale du Grand Rovaltain et apporter une meilleure compréhension des règles.</p>				

<p>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Les modifications concernent essentiellement les zones urbaines du PLU. Toutefois, les évolutions apportées aux zones A et N permettent les évolutions des constructions existantes à vocation d'habitat.
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Sans Objet
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
<p>Dans la zone Uc, à vocation résidentielle, le projet de modification permet une implantation des constructions en limite par rapport au domaine public. Ce point permet une augmentation de la densité de ce secteur urbain.</p> <p>L'ensemble de la zone Uc représente 149 ha.</p>
4.3.4 La procédure a pour objet :
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et les superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Sans objet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur

- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Sans Objet

- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les effets

Sans Objet

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure**5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :**

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Toutefois, le PLU prévoit une réglementation spécifique pour tenir

Annexe II

l'article L. 562-1 du code de l'environnement			compte de l'aléa inondation connu pour le Charlieu.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Périmètre des abords modifié dans le cadre de la révision du PLU approuvée en 2013 – 2 sites présents sur la commune (Château Favor et Chapellerie Mossant) et plusieurs sites de Romans sur Isère dont la collégiale Saint Barnard.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trame bleue de l'Isère, du Charlieu et du Canal de la Bourne identifié dans le SCOT. Trame verte, corridor écologique identifié au SRADDET/SCOT au sud du territoire communal.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type II – Zone fonctionnelle de la rivière Isère de l'aval à Meylan ZNIEFF de type I – L'Isère des portes de Romans à la Vanelle
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Espace boisé classé du PLU constitué la trame verte et bleue identifiée dans le PLU avec le cours d'eau du Charlieu et de la Maladière Espace boisé classé du PLU constitué par une partie des berges de l'Isère
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU est concerné par la réglementation spécifique pour tenir compte de l'aléa inondation connu pour le Charlieu.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les modifications du règlement concernent des secteurs situés dans le périmètre des abords des monuments historiques.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives	
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées	
Transmission aux PPA après retour de la MRAE avec avis de la CDPENAF pour la partie règlement en zone naturelle et agricole.	
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)	
CDPENAF	
7.3 Procédure de participation du public envisagée	
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Si oui, préciser lesquelles	
Procédure de révision allégée du PLU menée conjointement	
- autre, préciser les modalités	
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Bourg de Péage	le 03 MARS 2023	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Nom	NIESON	Prénom	Nathalie
Qualité	Maire de Bourg de Péage		

Signature



**DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES
SERVICE URBANISME**

Modification n°3 du PLU Auto-Evaluation – Rubrique 6

1- Contexte de la modification

La procédure de modification est lancée par la commune de Bourg de Péage afin d'adapter les règles du PLU aux évolutions réglementaires liées aux stationnements des véhicules motorisés et des vélos dans les projets neufs, ainsi qu'aux évolutions liées aux règles applicables en zone agricole et en zone naturelle, permettre la réalisation d'opérations d'habitat qui répondent aux enjeux de densification du Schéma de cohérence territoriale du Grand Rovaltain et apporter une meilleure compréhension des règles.

La commune de Bourg de Péage n'est concernée par aucune zone Natura 2000 sur son territoire. Le projet de modification présenté ne porte pas atteinte aux zones naturelles et adapte les règles de constructibilité en tissu urbain. Il ne fait l'objet d'aucune ouverture nouvelle à l'urbanisation.

Le présent projet de modification ne porte pas atteinte aux éléments déjà définis dans le projet d'aménagement et de développement durable approuvé le 08 avril 2013. En effet, ce dernier demande à court terme de recentrer le développement urbain par la mobilisation des espaces existants dans l'enveloppe urbaine et de densifier les espaces disponibles en développant de nouvelles formes urbaines.

Par ailleurs, les modifications apportées aux zones agricoles et naturelles ne remettent pas en question la préservation de ces espaces mais adaptent les règles aux évolutions réglementaires récentes.

Dans le détail, les évolutions proposées par la modification sont :

- Modification des dispositions de l'article Uc6 « Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques » : permettre une adaptation des règles de construction au regard des enjeux de densification et de réduction de la taille des terrains et permettre ainsi une meilleure répartition des constructions sur leur assiette foncière grâce à un alignement sur voie publique plutôt qu'un retrait systématique de 2m.
- Modification du règlement relatif à la zone A :
 - o Possibilités d'extension et de construction d'annexes aux habitations existantes dans l'ensemble de la zone A, à condition qu'elles soient encadrées par le règlement, de manière à assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère agricole ou forestier de la zone.

- Possibilité d'autoriser les constructions et les installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles.
- Possibilité d'autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées.
- Adaptation des règles de clôtures à proximité immédiate des habitations existantes.
- Modification du règlement relatif à la zone N :
 - Possibilités d'extension et de construction d'annexes aux habitations existantes dans l'ensemble de la zone N, à condition qu'elles soient encadrées par le règlement, de manière à assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère agricole ou forestier de la zone.
 - Possibilité d'autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées.
 - Adaptation des règles de clôtures à proximité immédiate des habitations existantes.
- Modification des dispositions de l'article 13 « Espaces libres – Aires de jeux et de loisirs - Plantations » concernant les espaces collectifs : clarifier les conditions d'application des espaces collectifs et introduire de façon incitative la question des aires de stationnement perméabilisées afin de les compter pour moitié dans les espaces collectifs et ainsi valoriser la perméabilité des sols et la gestion durable des eaux pluviales.
- Modification des règles de stationnement : revoir les obligations de stationnement de véhicules motorisés et de vélos dans les futurs projets afin d'adapter les règles aux évolutions des modes de déplacements et aux enjeux de préservation du foncier.
- Modification d'un emplacement réservé : il s'agit de l'emplacement réservé n°12 qui porte sur la réalisation d'un espace de stationnement pour les écoles du centre-ville, en zone Ua. L'objectif est de réduire l'emprise de cet emplacement réservé afin de ne pas impacter le bâtiment existant qui n'est pas concerné par l'objet de l'emplacement réservé.

2- Incidence sur un site Natura 2000, les milieux naturels et la biodiversité.

La commune de Bourg de Péage n'est concernée par aucun site Natura 2000 et les évolutions objets de la modification sont sans incidence sur les milieux naturels et la biodiversité.

- Modification des dispositions de l'article Uc6 : favorise une gestion économe du foncier et une meilleure utilisation des terrains en zone urbaine.
- Modification du règlement relatif à la zone A : adaptation des règles par rapport aux évolutions réglementaires.
- Modification du règlement relatif à la zone N : adaptation des règles par rapport aux évolutions réglementaires.
- Modification des dispositions de l'article 13 : permet une meilleure interprétation des espaces collectifs pour favoriser les plantations, les déplacements modes doux et la perméabilisation des sols.

- Modification des règles de stationnement : adaptation des règles par rapport aux évolutions réglementaires notamment sur la prise en compte des stationnements vélos dans les projets neufs.

3- Consommation d'espaces naturels, forestiers ou agricoles.

La procédure en cours ne modifie aucune destination du foncier. Les modifications apportées sur les zones naturelles et agricoles sont liées à des évolutions réglementaires et ne concernent que les bâtiments à usage d'habitation existants.

La préservation des zones naturelles et agricoles demeure une priorité du plan local d'urbanisme.

4- Incidence sur une zone humide, sur la protection de l'eau potable et la gestion des eaux pluviales

La procédure en cours propose des évolutions sur les parties urbaines et sur les zones agricoles et naturelles déjà occupées par des habitations.

La préservation des zones humides et de la ressource en eau est maintenue au travers des évolutions proposées.

La commune propose par ailleurs un dispositif incitatif afin de permettre la réalisation de stationnements perméables dans les futurs projets, intégrant la gestion des eaux pluviales dans les questions d'urbanisme.

5- Incidence sur l'assainissement

Les eaux usées de la commune de Bourg de Péage sont traitées par la station d'épuration de Romans sur Isère, dont la gestion est assurée par Valence Romans Agglo.

Les évolutions proposées par la modification ne concernent que des zones déjà desservies par le réseau d'assainissement ou des zones déjà occupées par des habitations avec un système d'assainissement autonome contrôlé.

6- Incidence sur le paysage et le patrimoine bâti

Les évolutions proposées sont d'ordre général et réglementaires.

- Modification des dispositions de l'article Uc6 : l'incidence sur les alignements urbains est limitée du fait d'un tissu urbain résidentiel déjà dense. Elle est par ailleurs compensée par une meilleure gestion du foncier du fait du possible alignement sur les voies et emprises publiques.
- Modification du règlement relatif à la zone A et N : les adaptations proposées figurent déjà dans le PLU de Bourg de Péage sans restriction de distance et par un système de zonage Ah ou Nh. Les modifications permettent de mieux cerner les constructions possibles et limite leur distance et leur ampleur par rapport aux constructions existantes. Les différents types de clôtures permises seront désormais définis par le règlement et les murs pleins limités à proximité immédiate des habitations.

- Modification des dispositions de l'article 13 et des règles de stationnement : ces évolutions sont sans incidence sur la question du paysage et du patrimoine bâti.
- Modification des règles de stationnement : adaptation des règles par rapport aux évolutions réglementaires notamment sur la prise en compte des stationnements vélos dans les projets neufs.

Aussi, les évolutions du PLU sans incidence sur le paysage et le patrimoine bâti.

7- Incidence sur les risques et nuisances

Les évolutions proposées sont d'ordre général et réglementaires. La prise en compte des nuisances et risques demeure inchangée. Toutefois, la notion de perméabilisation des espaces de stationnement est introduite afin de favoriser une gestion durable des eaux pluviales et permettre un meilleur écoulement des eaux de surface.

8- Incidence sur l'air, l'énergie, le climat

Les évolutions proposées sont d'ordre général et réglementaires. Elles n'apportent aucun changement aux zones de développement de la commune et permettent une meilleure gestion du foncier disponible dans le tissu urbain existant.

Le projet de modification propose aussi des orientations fortes en matière de stationnement vélos dans les programmes neufs de logements et de bureaux afin d'en favoriser l'usage et de penser son intégration dès la conception des projets.

9- Conclusion de l'auto évaluation

Au regard des éléments du projet et des justifications apportées dans la présente notice, le projet de modification n°3 porté par la commune n'a pas d'incidence notable sur l'environnement.